

Les Européens s'accordent pour atteindre 42,5% d'énergies renouvelables d'ici 2030

Par Le Figaro avec AFP

Publié il y a 2 heures ,

Mis à jour il y a 12 minutes



Ursula von der Leyen s'adressant au Parlement européen. *KENZO TRIBOUILLARD*

Après s'être attaqués à la fin des moteurs thermiques en début de semaine, les 27 continuent leur série d'annonces issues du plan climat.

Les États membres de l'UE et eurodéputés se sont accordés jeudi pour quasiment doubler la part des renouvelables dans le mix énergétique européen d'ici 2030, tout en tenant compte du rôle du nucléaire pour produire de l'hydrogène décarboné, sujet qui a vivement divisé les Vingt-Sept.

Le texte, approuvé à l'aube après une quinzaine d'heures d'ultimes pourparlers, fixe un objectif contraignant de 42,5% de renouvelables dans la consommation européenne d'ici la fin de la décennie, soit un quasi-doublement du niveau actuel d'environ 22% (un peu plus de 19% en France). Cette cible se situe à mi-chemin entre

les 45% que réclamaient la Commission européenne et les eurodéputés, et les 40% que demandaient les États. Elle marque un très net relèvement par rapport à l'objectif actuel de l'UE pour 2030 (32%).

Pour y parvenir, le texte approuvé prévoit de faciliter et d'accélérer les procédures d'autorisations pour les infrastructures d'énergies renouvelables, avec l'établissement de territoires dédiés où la réglementation serait assouplie. L'accord fait aussi de la biomasse (bois brûlé pour produire de l'électricité) une source « *100% verte* », a souligné l'eurodéputé Markus Pieper (PPE, droite), rapporteur du texte.

Un nucléaire reconnu comme «ni vert ni fossile»

Cette « *bioénergie* », défendue notamment par les pays scandinaves, est cependant dénoncée vivement par les ONG écologistes, inquiètes de l'impact sur les forêts comme puits de carbone et refuges de biodiversité. Le recours à la biomasse forestière primaire a cependant été plus strictement défini et encadré. « *L'utilisation de la biomasse est mieux encadrée même si le Parlement voulait aller plus loin* », note l'eurodéputé Pascal Canfin (Renew, libéraux), proutident de la commission parlementaire Environnement.

Enfin, le texte assure « *la reconnaissance du rôle spécifique du nucléaire qui n'est ni vert ni fossile* », ajoute Pascal Canfin. Ce point a fait l'objet de vives divergences ces dernières semaines entre les Vingt-Sept, ravivant les divisions entre défenseurs et détracteurs de l'atome civil. Alors que le texte prévoit d'ambitieux objectifs d'hydrogène « *renouvelable* » à atteindre dans les transports et l'industrie, la France et ses alliés réclamaient un traitement égal entre hydrogène renouvelable et hydrogène « *bas-carbone* » produit avec de l'électricité d'origine nucléaire.

Des objectifs différents selon le pays

Une ligne rouge pour plusieurs pays (Allemagne, Autriche, Danemark, Irlande, Luxembourg, Portugal, Espagne...), qui refusaient d'encourager, dans un texte dévolu aux énergies vertes, la production d'hydrogène issu du nucléaire, au risque selon eux de ralentir les investissements dans les renouvelables. Finalement, la présidence suédoise de l'UE, qui menait les discussions au nom des États membres avec les eurodéputés, a proposé un compromis visant à assouplir les objectifs pour les pays disposant d'une importante production électrique décarbonée.

Selon l'accord conclu, la cible d'hydrogène renouvelable pour 2030 pourra être réduite de 20% pour les États membres où la part d'hydrogène fossile dans la consommation d'hydrogène du pays sera inférieure à 23%. *«Cela veut dire que la France ne sera pas obligée de construire du renouvelable pour faire de l'hydrogène pour l'industrie et les transports mais pourra aussi utiliser le nucléaire (pour tenir l'objectif européen). C'était une condition absolue pour la France pour soutenir l'accord final»*, a souligné Pascal Canfin.

À lire aussi

L'Allemagne frappée par une «méga grève» dans les transports

► [REGARDER LA VIDÉO](#)



Jean-Pierre Robin: «Les conseils de ChatGPT pour ramasser les 10.000 tonnes d'ordures à Paris» 🗑️

Fraude fiscale : pourquoi cinq grandes banques ont été perquisitionnées mardi en France

► [REGARDER LA VIDÉO](#)

